LAIT

PAR MARIE-JOSÉE PARENT

Vendre ses GES

Un projet pilote mené au Québec amènera les producteurs laitiers à réduire leur empreinte carbone et à vendre leurs gaz à effet de serre (GES) sur le marché insets. Les producteurs laitiers prennent le chemin de la lutte aux changements climatiques.

PHOTOS : FERME VIMO, GUY FORAND, PASCAL VIENS ET MARIE-JOSÉE PARENT

Dans la municipalité de Hatley, en Estrie, la Ferme Vimo se prépare déjà à remplir les objectifs des Producteurs laitiers du Canada d'atteindre la carboneutralité en 2050. Pascal, Christian et Marilyn Viens ont à cœur de vouloir améliorer leur bilan carbone. Ils ont profité d'un projet pilote lancé par la multinationale General Mills, en collaboration avec l'organisme sans but lucratif Régénération Canada et l'entreprise québécoise Logiag spécialisée en agroenvironnement, pour y arriver.

Jim Eckberg, chercheur en agronomie pour General Mills, explique que la motivation de l'entreprise en affaires depuis 150 ans est de se projeter vers l'avenir afin d'être encore présente dans 150 ans. Au Québec, General Mills est propriétaire de la marque Liberté. Cette compagnie américaine basée au Minnesota fait donc des affaires dans l'industrie laitière au Québec et au Canada. « Parce que nous sommes une compagnie alimentaire, nos principaux défis environnementaux et économiques dépendent de la résilience de la chaîne de production agricole », explique-t-il. Et puisque les changements climatiques sont un enjeu majeur, General Mills s'est engagée sur deux plans. Premièrement, elle veut augmenter de 400 000 hectares les terres cultivées en agriculture régénératrice d'ici 2030 dans les régions d'où proviennent ses ingrédients. Le deuxième objectif est de réduire son empreinte carbone de 30 % d'ici 2030, ce qui implique de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30 % des ingrédients utilisés, donc de la production laitière. En tant que compagnie alimentaire, l'empreinte carbone provenant des ingrédients est très importante dans le bilan global de la compagnie. C'est pourquoi General Mills s'est jointe à Régénération Canada et Logiag pour mener un projet pilote ici.

Projet pilote

Le projet pilote a démarré lors d'un webinaire en 2022 lorsque General Mills a demandé à des producteurs : « Qui voudrait travailler avec nous sur les principes de l'agriculture régénératrice pour réduire les GES ? ». À la suite de ce webinaire, 32 fermes laitières ont été recrutées pour en faire partie. À ce jour, l'inventaire de leurs pratiques et de leurs émissions de gaz à effet de serre a été complété. « Cette année, les spécialistes de Logiag et de Régénération Canada sont en train de sélectionner des actions à prendre, de changer certaines pratiques sur leurs fermes au niveau des cultures, de la régie d'élevage ou dans la gestion des fumiers. Et ils vont quantifier les réductions des émissions selon les inventaires réalisés précédemment », explique Jim Eckberg. Il ajoute que les pratiques sont basées sur les principes de l'agriculture régénératrice, soit les pratiques qui améliorent la santé du sol, qui permettent de diversifier les rotations, qui gardent le sol couvert, qui maintiennent une bonne santé des animaux pour que les animaux vivent plus longtemps. Le projet pilote est financé par General Mills et peut compter, en plus de Logiag et de Régénération Canada, sur un groupe de scientifiques pour évaluer les impacts environnementaux des actions entreprises. « Et ce sont les producteurs qui prennent les décisions sur leurs fermes, appuyés par des experts », dit Jim Eckberg.

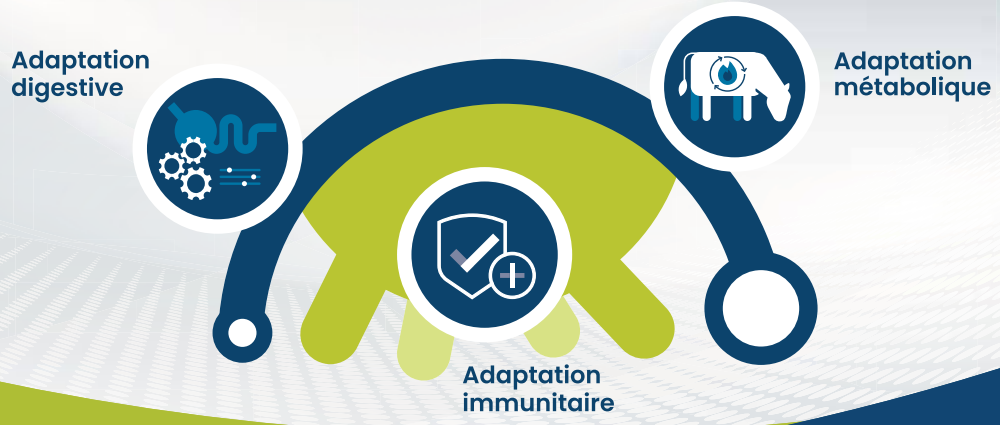
Des trois régions où des projets pilotes semblables ont lieu, Québec, Michigan et France, c'est au Québec que le projet progresse le plus. Sans discréditer les autres régions, selon Jim Eckberg, c'est en raison des différents intervenants et de la structure de la production laitière au Québec.

Développer l'expertise

Le projet pilote est soutenu financièrement par General Mills. Lorsque cette entreprise a voulu monter un projet pilote, elle s'est tournée vers Régénération Canada, un organisme sans but lucratif fondé en 2017 ayant pour but d'agir comme catalyseur et d'offrir de l'accompagnement pour les entreprises et de l'information aux consommateurs sur l'agriculture régénératrice. Sur son site Web (regenerationcanada.org), on retrouve notamment une carte de fermes pratiquant l'agriculture régénératrice. « Le projet vise à réduire les gaz à effet de serre sur les fermes laitières du Québec par la mise en place de pratiques que nous, on appelle des pratiques régénératrices », explique Antonius Petro, directeur général de Régénération Canada. L'OSBL a deux ressources à l'interne dédiées au projet

Pour une transition optimale vers la lactation grâce à une approche basée sur la science.

HEALTHYLIFE
TRANSITION OPTIMALE, PRODUCTION À VIE



trouwnutrition.ca

trouw nutrition
une entreprise de Nutreco

Les propriétaires de la Ferme Vimo de Hatley, en Estrie, ont choisi de mettre les changements climatiques au cœur de leurs préoccupations.

Le semis direct dans le maïs vient d'être introduit, une pratique qui permet de séquestrer du carbone dans le sol et d'améliorer le bilan carbone.

Les cultures intercalaires dans le maïs : voilà une autre façon d'améliorer la matière organique du sol et donc de séquestrer du carbone.

Les cultures de couverture, voilà une autre technique qui a été introduite et qui est bénéfique au sol.

pilote. Le rôle n'est pas d'apporter un soutien technique. Ça, c'est le rôle de Logiag. « Notre rôle à nous, chez Régénération Canada, c'est vraiment de s'assurer que le jour où un producteur a le goût d'essayer une certaine pratique, il y ait des ressources technologiques et scientifiques, mais aussi techniques et financières sur le terrain », explique Antonius Petro. L'organisme voit donc à s'assurer de la formation et du mentorat des conseillers et des agriculteurs, alors que Logiag a développé les connaissances techniques.

Il y a énormément de projets qui foisonnent en ce moment autour de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment Agriclimat, Les Producteurs laitiers du Canada et divers projets de recherche. Antonius Petro ne voit pas ces projets en compétition les uns avec les autres. Il croit plutôt que tous devront travailler ensemble et Régénération Canada est en contact avec tous ces groupes. « On aimerait développer d'autres projets. Si on développe une expertise sur le secteur laitier, ce n'est pas pour la garder à l'interne », dit Antonius Petro.

Une expertise reconnue

Jacques Nault, vice-président agronomie chez Logiag, explique qu'il y a deux aspects fondamentaux pour atteindre la carboneutralité. D'un côté, il faut réduire les émissions de GES, en réduisant certaines activités, comme diminuer le travail du sol, réduire les engrais azotés, élargir les bandes riveraines et diminuer le cheptel. « L'autre partie qui est la plus difficile, mais la plus importante en termes de potentiel pour atteindre la carboneutralité ou pour vraiment réduire les GES, c'est la séquestration du carbone. Donc, le retrait du CO_2 de l'atmosphère et le transfert vers la matière organique stable du sol par la photosynthèse et la biomasse végétale », explique-t-il. Si une entreprise veut effectuer des modifications bénéfiques et souhaiter avoir une récompense pour ses actions, il faut une comptabilité du carbone. C'est ce que Logiag a développé comme expertise, avec l'aide de chercheurs américains et la technologie qu'elle détenait déjà. En janvier 2021, Logiag a gagné un concours, le Indigo Carbon Challenge, dans lequel le logiciel Laser Ag a été nommé meilleure technologie pour calculer le carbone séquestré dans le sol.

Avec l'aide des chercheurs, Logiag a établi un protocole pour mesurer l'impact des changements apportés. D'où est partie la ferme et quels sont les impacts des actions entreprises sur les émissions et la séquestration de carbone ? Il faut toutefois que les changements apportés soient permanents pour pouvoir les comptabiliser. C'est pourquoi les producteurs qui choisissent de s'investir dans ce projet doivent signer un contrat de cinq ans. « On pense qu'après cinq ans, les résultats vont être probants et que la valeur qu'il va recevoir pour ses réductions va l'inciter à garder le cap », explique Jacques Nault. Il faut aussi que ça s'additionne à ce que l'entreprise faisait déjà. Ce sont donc des changements qui par rapport à ce qui était à faire ou ce qui était prévu d'être fait. « L'additionalité, c'est une façon de s'assurer qu'il y a vraiment un écart qui est en train de se créer entre les pratiques usuelles historiques et ce qui est en train de se faire », dit Jacques Nault. Sur chacune des 32 fermes, le scénario de référence a été établi en regardant les pratiques

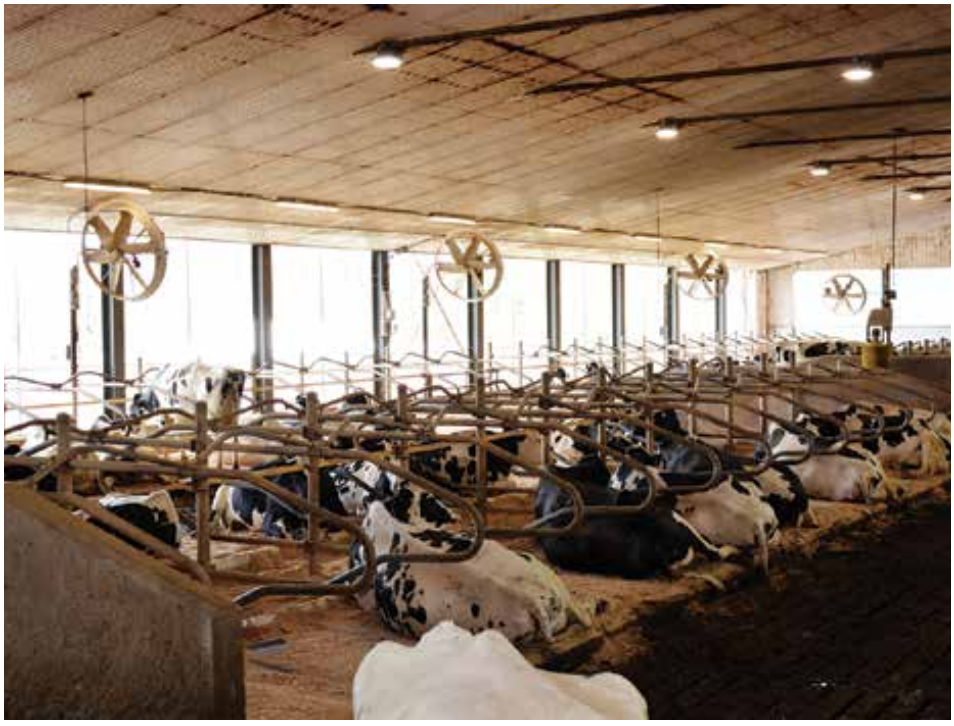
On est sur le terrain avec vous

Notre équipe de spécialistes en entreprises agricoles offre des solutions bancaires et des conseils adaptés à vos besoins d'affaires.

Consultez nos spécialistes
bnc.ca/agricole

MC BANQUE NATIONALE et le logo BANQUE NATIONALE sont des marques de commerce déposées de la Banque Nationale du Canada.

des quatre dernières années. Une projection de bilan carbone a été faite pour les prochaines années avec ces pratiques. Ensuite, dans un plan d'action, des changements ont été proposés et une autre projection a été faite en tenant compte de ces changements. « La différence, ce sont les réductions qu'on va comptabiliser », dit Jacques Nault. Il estime qu'à partir de 2024, les fermes auront déjà des réductions qui pourront être amenées sur la plateforme du marché Ecosystem Services Market Consortium (ESMC) qui va certifier les réductions de gaz à effet de serre. « On espère que dès l'année prochaine, il y aura des réductions que General Mills sera intéressée à acheter », dit-il. Les efforts des producteurs laitiers seront valorisés dans la chaîne agroalimentaire par les transformateurs laitiers, pas seulement General Mills. En achetant le lait, les transformateurs vont acheter les réductions de gaz à effet de serre qui vont avec. Et plus les producteurs vont évoluer dans ce processus, plus ils vont se rapprocher de la carboneutralité.



Réduire le taux d'élevage des génisses est parmi les objectifs de la Ferme Vimo.

Un projet qui plaît

Pascal Viens aime que le projet leur permette d'identifier d'où ils partent en termes de bilan de carbone et qu'il les aide à identifier ce qui doit être fait pour améliorer la séquestration de carbone et à diminuer les émissions de CO_2. Il aime aussi que Régénération Canada soit présent dans le projet et apporte le volet biodiversité. « Ça me parlait », dit-il.

À la Ferme Vimo, le bilan carbone a été réalisé pour les années 2018, 2019 et 2020, comme années de référence. Les échantillons de sol sont en cours de réalisation. Un plan d'action a aussi été élaboré. L'entreprise n'a toutefois pas attendu le projet pilote pour passer à l'action. Déjà, en 2019, Pascal Viens avait entrepris de passer au semis direct pour l'implantation du maïs-ensilage et pour les céréales d'automne. Il fait aussi des cultures intercalaires dans le maïs. « À l'automne, 100 % de mes surfaces sont couvertes par des plantes vivantes, explique Pascal Viens. Je fais des cultures de couverture à l'automne partout. J'évite l'érosion et tout ce que ça amène pour la santé des sols aussi. »

Un plan d'action a été établi pour la Ferme Vimo qui inclut des actions à l'étable pour réduire les émissions de GES. Du côté du troupeau de 325 têtes, dont 215 vaches, un volet du plan d'action est de diminuer le taux d'élevage de génisses de 2,5 % dès cette année. Le taux de réforme est actuellement de 35 % et Logiag leur propose de le diminuer à 32,5 %. En conséquence, les vaches resteront plus longtemps sur la ferme. Ça implique toutefois qu'ils travaillent sur l'alimentation, la régie et la santé des vaches. « Ce qui est le fun du plan d'action, c'est que je sais aujourd'hui ce que je vais faire comme gain potentiel de réduction de GES et comme potentiel, bien évidemment, de gain monétaire pour la ferme », raconte Pascal Viens. Du côté champ, la Ferme Vimo va continuer les cultures intercalaires et le semis direct, mais les producteurs vont aussi revoir le plan de rotation des cultures pour l'optimiser. Pascal Viens cultivait parfois deux ou trois années consécutives en maïs-ensilage. Il se limitera à un maximum d'une année. « Le but, c'est que les plantes bénéficient des cultures précédentes pour utiliser moins d'engrais de synthèse », explique-t-il.

« Un des piliers pour stocker des GES, c'est l'agriculture, dit Pascal Viens. On peut stocker des GES dans les océans, dans les forêts et l'agriculture. C'est pas mal les trois seules places. Les forêts et les océans. C'est pas mal limité. Donc, c'est pour ça qu'il y a un intérêt de la part des multinationales de se tourner vers l'agriculture. Et c'est monnayable des crédits carbone. » Pascal Viens est très enthousiaste par le projet pilote. « Je trouve qu'il faut faire de quoi pour la perte de biodiversité aussi », dit-il. Sur sa ferme, ils ont notamment élargi une bande riveraine avec des plantes comestibles et des fleurs pour aider les polinisateurs. La moitié de la superficie de la ferme est en boisé : 200 des 400 hectares.

Pour Jim Eckberg, la fin de ce projet pilote d'un an ne se terminera pas à la fin de cette année. Ils sont en train de mettre en place un processus qui débouchera sur l'inclusion d'autres joueurs de l'industrie laitière. « Les changements climatiques, c'est un enjeu qui concerne toute l'industrie. Nous le voyons comme une vaste initiative de l'industrie et non uniquement une initiative de General Mills », affirme Jim Eckberg. Il souhaite aussi davantage de fermes qui participent au projet.

Tout comme son collègue de General Mills, Jacques Nault espère que ses clients impliqués dans ce projet vont réussir à réduire leurs émissions de GES de 30 % d'ici 2030. Et pour y arriver, la condition *sine qua non* est la séquestration du carbone dans le sol. « Je pense qu'il va y avoir une modification dans notre façon de produire notre nourriture, mais que ça va se faire de façon progressive et par une plus grande efficacité, et ça devrait se répercuter en plus d'argent dans la poche du producteur », dit Jacques Nault. Il ajoute toutefois que plus l'entreprise va vouloir en faire pour se rapprocher de la carboneutralité, plus les efforts seront exigeants. Mais les producteurs ne seront pas seuls dans ce processus.

Marie-Josée Parent est agronome et journaliste. Elle couvre les productions laitière, bovine, avicole et porcine au *Bulletin des agriculteurs*.